

Geschäftsverzeichnisnr. 7254
Entscheid Nr. 35/2021 vom 4. März 2021

## ENTSCHEID

---

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 § 1 Nr. 5, 13 Absatz 2 und 15 § 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 13. März 2019 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Arbeitsorganisation der Personalmitglieder des Unterrichtswesens und zur Gewährung einer weitgehenderen organisatorischen Flexibilität an die Organisationsträger », erhoben von Paul Hanneesse.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und L. Lavrysen, und den Richtern T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, J. Moerman und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

\*

\* \*

## I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 25. September 2019 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 27. September 2019 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Paul Hanneesse, unterstützt und vertreten durch RA E. Piret, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 § 1 Nr. 5, 13 Absatz 2 und 15 § 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 14. März 2019 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Arbeitsorganisation der Personalmitglieder des Unterrichtswesens und zur Gewährung einer weitgehenderen organisatorischen Flexibilität an die Organisationsträger » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 27. März 2019, zweite Ausgabe).

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft, unterstützt und vertreten durch RA M. Uyttendaele und RAin P. Minsier, in Brüssel zugelassen, hat einen Schriftsatz eingereicht, die klagende Partei hat einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht, und die Regierung der Französischen Gemeinschaft hat auch einen Gegenerwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 12. November 2020 hat der Gerichtshof nach Anhörung der referierenden Richter P. Nihoul und T. Merckx-Van Goey beschlossen, dass die Rechtssache verhandlungsreif ist, dass keine Sitzung abgehalten wird, außer wenn eine Partei innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt der Notifizierung dieser Anordnung einen Antrag auf Anhörung eingereicht hat, und dass vorbehaltlich eines solchen Antrags die Verhandlung am 25. November 2020 geschlossen und die Rechtssache zur Beratung gestellt wird.

Da keine Sitzung beantragt wurde, wurde die Rechtssache am 25. November 2020 zur Beratung gestellt.

Die Vorschriften des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, die sich auf das Verfahren und den Sprachengebrauch beziehen, wurden zur Anwendung gebracht.

## II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

### *In Bezug auf den gesetzgeberischen Kontext und die angefochtenen Bestimmungen*

B.1.1. Die angefochtenen Bestimmungen sind Bestandteil der Reform des Sekundarschulwesens in der Französischen Gemeinschaft, die 2015 durch den « Exzellenzpaket für das Bildungswesen » eingeleitet wurde. Das angefochtene Dekret vom 14. März 2019 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Arbeitsorganisation der

Personalmitglieder des Unterrichtswesens und zur Gewährung einer weitgehenden organisatorischen Flexibilität an die Organisationsträger » (nachstehend: Dekret vom 14. März 2019) gehört zum « strategischen Schwerpunkt Nr. 2 » dieses Paktes mit der Überschrift « Mobilisierung der Akteure im Bereich Bildung in einem Rahmen von mehr Autonomie und Verantwortlichkeit durch Stärkung und Kontraktualisierung der Steuerung des Bildungssystems und der Schulen, durch Steigerung der Führungskraft des Schulleiters und durch Aufwertung der Rolle der Lehrkräfte in der kollektiven Dynamik der Einrichtung » (siehe Stellungnahme Nr. 3 der Zentralgruppe vom 7. März 2017, S. 111).

Dieser strategische Schwerpunkt zielt auf « [die] Verbesserung der Ergebnisse unseres Schulsystems sowohl in Sachen Effizienz als auch Gleichheit » über eine « Stärkung der Verantwortlichkeit der Akteure des Bildungswesens » ab (ebenda, S. 112).

B.1.2. In der Stellungnahme Nr. 3 der Zentralgruppe vom 7. März 2017 wurden die Leitplanken für die Maßnahmen des Dekretgebers vor dem Dekret vom 14. März 2019 festgelegt:

« le développement du travail collaboratif qui sera reconnu dans la charge horaire officielle de tous les enseignants sans alourdissement de leur charge » (ebenda, S. 18).

« Dans la mesure où la vision prospective du métier d'enseignant et les évolutions dessinées par le Pacte font apparaître l'importance de plus en plus grande de l'activité de l'enseignant hors de sa classe, il est utile d'aborder la question de la définition de son temps de travail dans sa globalité. Il s'agit notamment de définir les fonctions et missions qui peuvent être intégrées dans la charge de l'enseignant et celles qui doivent être prises en charge par ailleurs (en prenant en compte le fait que les fonctions prises en charge peuvent varier au cours de la carrière de l'enseignant).

Le GC considère que cette question doit être traitée sur la base des principes suivants :

1. Le métier d'enseignant réclame, dans le cadre d'une charge complète, de s'y consacrer à temps plein. Le GC part donc de l'hypothèse que l'investissement hebdomadaire total d'un enseignant est au moins équivalent à celle des autres travailleurs et que la charge globale ne doit pas être alourdie et, dans certains cas particuliers, elle pourrait être allégée. La question qui doit être approfondie est donc celle de la répartition des tâches au sein de cette charge globale » (ebenda, S. 178).

« le cadre décretaal doit par ailleurs consacrer le principe de deux périodes en moyenne par semaine à consacrer par chaque enseignant au travail collaboratif, ces périodes pouvant être réparties tout au long de l'année. Le GC considère qu'en application de ce principe, les périodes

consacrées annuellement au travail collaboratif devront s'articuler plus précisément à d'autres fonctions qui constituent la charge des enseignants » (ebenda, S. 180).

B.2.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 2 § 1 Nr. 5, 13 Absatz 2 und 15 § 1 des Dekrets vom 14. März 2019.

B.2.2.1. Artikel 2 § 1 des Dekrets vom 14. März 2019 bestimmt:

« La charge enseignante est composée :

1. du travail en classe;
2. du travail pour la classe;
3. du service à l'école et aux élèves;
4. de la formation en cours de carrière;
5. du travail collaboratif qui est une modalité d'exercice transversale des composantes 1° à 4° ».

B.2.2.2. In den Vorarbeiten heißt es:

« Cet article liste les 4 composantes de la charge enseignante, ainsi que le travail collaboratif qui est une modalité transversale d'exercice de ces 4 composantes et qui peut s'appliquer à d'autres personnels que les personnels enseignants.

[...]

Cet article précise également que les modalités pratiques de l'exercice des différentes composantes de la charge des membres du personnel devront être fixées par le règlement de travail.

La matière des règlements de travail est régie par la loi fédérale du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail. En vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre confessionnel et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création des commissions paritaires dans l'enseignement officiel subventionné, les commissions paritaires centrales sont compétentes pour 'délibérer sur les conditions générales de travail'. Elles devront donc adapter les règlements de travail-cadre existants aux nouveautés du présent décret. Dans le réseau WBE, cette tâche relèvera du Comité supérieur de concertation. L'adoption du règlement de travail propre à chaque PO, dans l'enseignement subventionné, ou à chaque établissement, dans l'enseignement organisé, sera quant à lui du ressort de la concertation sociale locale » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2018-2019, Nr. 749/1, S. 11).

### B.2.3.1. Artikel 13 des Dekrets vom 14. März 2019 bestimmt:

« Le travail collaboratif est le travail avec les autres membres du personnel, et le cas échéant la direction, dans le cadre duquel le membre du personnel effectue tout ou partie des missions suivantes :

- a. la participation aux réunions des équipes pédagogique et éducative;
- b. le travail de collaboration dans une visée pédagogique, soutenu par la direction, avec d'autres membres du personnel, y compris d'autres établissements scolaires ou de centres PMS.

Les périodes de travail collaboratif ne sont pas comptabilisées dans le capital-périodes ou le nombre total de périodes professeurs de l'établissement, sauf dans l'enseignement maternel et primaire spécialisé, où elles sont comptabilisées à concurrence des périodes prévues à l'article 14, §§ 2 et 4 ».

### B.2.3.2. Im Kommentar zu dieser Bestimmung heißt es:

« Font notamment partie du travail collaboratif, les réunions d'équipe pédagogique, les réunions de l'équipe éducative, le travail avec les collègues, la participation aux organes de décision dans le cadre d'un leadership partagé, le coaching d'enseignants débutants, etc.

Il appartient au directeur ou à la personne mandatée par le pouvoir organisateur de déterminer les modalités suivant lesquelles il s'assure de la réalisation de ce travail collaboratif et de l'adéquation des objectifs poursuivis durant celui-ci.

Un exemple : un membre du personnel à qui serait confiée une mission de SEE collective, par exemple de 'délégué au plan de pilotage', lorsqu'il organise une réunion avec des collègues sur cette thématique, verrait ce temps faire partie de la composante SEE tandis que, pour ses collègues, cela constituerait du travail collaboratif.

Le point b) (' *le travail de collaboration dans une visée pédagogique, soutenu par la direction, avec d'autres membres du personnel, y compris d'autres établissements scolaires ou de centres PMS.* ') vise tout travail de collaboration ou projet à visée pédagogique établi, par exemple dans le cadre du plan de pilotage ou par des membres du personnel et qui est soutenu par la direction.

Les modalités de mise en œuvre du travail collaboratif doivent en toutes hypothèses être définies dans le plan de pilotage/contrat d'objectifs et l'organisation de ce travail doit être concertée au sein de l'organe de concertation sociale. Plusieurs solutions sont possibles et négociées au niveau local. Un exemple : bloquer deux heures par semaine pendant une période donnée pour élaborer le plan de pilotage, et puis prévoir des modalités d'organisation plus souples avec transmission d'un agenda.

Par définition, il appartient à la direction d'organiser les réunions d'équipe au cours de l'année, mais dans le respect des modalités concertées préalablement au sein de l'organe de concertation sociale. Par contre, l'organisation des collaborations à visée pédagogique appartient d'abord aux enseignants eux-mêmes. Il est important cependant que les objectifs et

les priorités sur lesquelles le travail collaboratif se concentrera soient soutenus par la direction. Le travail collaboratif est en effet un levier essentiel pour atteindre les objectifs prioritaires que l'équipe se sera donnés dans le cadre de son plan de pilotage. Le cas échéant, la direction interpellera les enseignants concernés afin de s'assurer que le travail collaboratif soit effectué.

Cet article prévoit enfin que les périodes de travail collaboratif ne sont pas comptabilisées dans le capital-périodes ou le nombre total de périodes professeurs de l'établissement. La seule exception concerne l'enseignement maternel et primaire spécialisé, où elles sont comptabilisées à concurrence de 60 périodes. La raison en est que l'article 39 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est modifié pour prévoir que les périodes de conseil de classe dans le fondamental spécialisé ne sont pas comptabilisées dans le capital-périodes (par cohérence avec ce qui existe déjà pour le secondaire spécialisé). Pour assurer un équilibre budgétaire, il est prévu en compensation que pour le fondamental spécialisé, les périodes de travail collaboratif seront prises sur le capital-périodes » (ebenda, SS. 14-15).

#### B.2.4.1. Artikel 15 § 1 des Dekrets vom 14. März 2019 bestimmt:

« Dans l'enseignement secondaire ordinaire, les membres du personnel enseignant exerçant une fonction à prestations complètes sont tenus d'accomplir 60 périodes par année scolaire de travail collaboratif, en dehors des périodes visées à l'article 3, des missions visées à l'article 8 et des jours obligatoires de formation en cours de carrière prévus dans le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière.

S'ils exercent une fonction à prestations incomplètes, leur volume de travail collaboratif est proportionnellement réduit ».

B.2.4.2. In Bezug auf diesen Artikel 15 wird in den Vorarbeiten kurz hervorgehoben, dass er « den Umfang der gemeinschaftlichen Arbeit definiert, den eine Lehrkraft des Regel- oder Sondersektarunterrichts leisten muss » (ebenda, S. 15).

B.2.5. Außerdem hat die Ministerin des Pflichtschulwesens bei der Diskussion im Ausschuss angegeben:

« Contrairement aux idées communes, un enseignant ne preste pas que 20, 22 ou 24 heures par semaine, mais bien plus. Ce texte permettra de valoriser toutes les composantes de son travail. [...] L'avis n°3 prévoyait de conserver l'équilibre de la charge de travail actuelle des enseignants et c'est bien dans cette optique que le projet de décret a été construit. Au vu de l'introduction de deux périodes de travail collaboratif et afin de ne pas alourdir la charge de travail des enseignants du secondaire, les périodes de plages sont supprimées » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2018-2019, Nr. 749/3, S. 3).

Die Ministerin hat außerdem festgestellt:

« Les pratiques collaboratives existent déjà dans de nombreuses écoles, mais ne sont pas toujours valorisées, alors qu'elles favorisent la cohérence des apprentissages et des évaluations, qu'elles contribuent au développement professionnel et qu'elles permettent de créer une culture d'école autour d'un projet commun.

La finalité du travail collaboratif est l'élève et ses apprentissages ; il ne doit pas concerner le champ purement organisationnel (par exemple, pas pour la confection des horaires). Il permettra notamment aux équipes éducatives d'élaborer le plan de pilotage et de le traduire dans le contrat d'objectifs. En dehors de ces balises, une liste de thèmes n'est pas imposée. Un vade-mecum relatif à la mise en œuvre du travail collaboratif a néanmoins été réalisé par le cabinet de la ministre, en concertation avec les fédérations de pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales. Ce vade-mecum, qui sera publié sous forme de circulaire dans la foulée de l'adoption du présent projet de décret, abordera notamment des pistes concrètes de pratiques collaboratives dans les écoles.

Le travail collaboratif s'appliquera aussi à d'autres fonctions que les fonctions enseignantes. La ministre pense ici au personnel auxiliaire d'éducation, au personnel paramédical, social et psychologique ainsi qu'aux fonctions de sélection et de promotion (à l'exclusion des directeurs).

Enfin, elle souhaite attirer l'attention sur une mesure qui bénéficiera directement aux enseignants, mais également aux titulaires d'une fonction de sélection ou de promotion, hors direction et qui permet de reconnaître une composante importante du travail des enseignants réalisé à domicile » (ebenda, S. 4).

### *In Bezug auf den einzigen Klagegrund*

B.3. Die klagende Partei führt einen einzigen Klagegrund an, der abgeleitet ist aus einem Verstoß durch die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 4 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 19 Absatz 2 des Gesetzes vom 16. März 1971 « über die Arbeit », mit Artikel 2 Nummer 1 der Richtlinie 2003/88/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. November 2003 « über bestimmte Aspekte der Arbeitszeitgestaltung », sowie mit Artikel 7 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte und Artikel 26 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, insofern die neu geschaffenen Stunden der gemeinschaftlichen Arbeit eine nicht gerechtfertigte Zunahme der Arbeitsbelastung der Lehrkräfte sowie Zwangsarbeit darstellten, da diese unbezahlt seien und ihre Nichtausführung Disziplinarstrafen nach sich ziehen könne.

B.4. Die klagende Partei macht geltend, dass der Dekretgeber nunmehr den Mitgliedern des Lehrpersonals des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichtswesens auferlege, 60 unbezahlte Stunden gemeinschaftliche Arbeit zu leisten, obgleich diese nie solche Aufgaben wahrgenommen hätten.

Sie ist der Auffassung, dass sich daraus einerseits eine Diskriminierung gegenüber den anderen Personalmitgliedern, die unter den Anwendungsbereich der Dekretbefugnis der Französischen Gemeinschaft fallen, oder zumindest eine Diskriminierung zwischen den Unterrichtsnetzen und andererseits eine Einschränkung des Umfangs ihres in Artikel 23 der Verfassung gewährleisteten Rechts auf gerechte Arbeitsbedingungen und Entlohnung ergebe.

B.5.1. Die klagende Partei bemängelt zunächst, dass der Dekretgeber einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen den Mitgliedern des Lehrpersonals und den anderen Personalmitgliedern, die unter den Anwendungsbereich der Dekretbefugnis der Französischen Gemeinschaft fallen, eingeführt habe.

B.5.2. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.5.3. In Anbetracht der Besonderheiten der Lehrtätigkeiten entbehrt der Behandlungsunterschied zwischen den Mitgliedern des Lehrpersonals des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichtswesens und den anderen Personalmitgliedern, die unter den Anwendungsbereich der Dekretbefugnis der Französischen Gemeinschaft fallen, nicht einer vernünftigen Rechtfertigung: Es kann angenommen werden, dass eine Lehrkraft in Bezug auf die Ausbildung der Schüler eine grundsätzlich andere Rolle erfüllt als nicht lehrende Personalmitglieder.

Die Verfolgung der in B.1.1 und B.1.2 erwähnten Ziele liegt im allgemeinen Interesse, insbesondere insofern sie darauf abzielen, die Qualität des Unterrichts durch die Einbeziehung der Lehrkräfte in die Verantwortung sicherzustellen. Die angefochtenen Bestimmungen sind in dieser Hinsicht auf sämtliche Unterrichtsanstalten anwendbar. Folglich ist es nicht unvernünftig von der Lehrkraft zu verlangen, dass sie für ihre Rolle spezifische Aufgaben wahrnimmt.

B.6. Aus den Argumenten der klagenden Partei geht hervor, dass sie außerdem bemängelt, dass der Dekretgeber ein neues System von Bestandteilen des Auftrags einer Lehrkraft, auch für das subventionierte freie Unterrichtswesen, vorschreibe.

Wenn die Lehrkraft im subventionierten freien Unterrichtswesen auf vertraglicher Grundlage angestellt ist und deshalb dem Gesetz vom 16. März 1971 unterliegt, wird ihr Statut jedoch aufgrund des Dekrets vom 1. Februar 1993 « zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des subventionierten Personals des subventionierten freien Unterrichtswesens », das zuweilen vom Gesetz vom 16. März 1971 abweicht, von einer großen Zahl von eigenen Bestimmungen für sie geregelt. Der Dekretgeber ist folglich befugt, Bestimmungen anzunehmen, die das Statut der Lehrkraft im subventionierten freien Unterrichtswesen betreffen.

Außerdem legt Artikel 24 § 4 der Verfassung den Grundsatz der Gleichbehandlung der Unterrichtsanstalten und der Personalmitglieder fest, auch wenn dieser Grundsatz eine differenzierte Behandlung nicht ausschließt, sofern diese auf den « jedem Organisationsträger eigenen Merkmale » beruht. Was die gemeinschaftliche Arbeit anbelangt, ist nicht zu erkennen, dass es die den Organisationsträgern des subventionierten freien Unterrichtswesens eigenen Merkmale erfordern, das Lehrpersonal dieser Netze anders zu behandeln als das Lehrpersonal des Gemeinschaftsunterrichtswesens.

B.7.1. Die klagende Partei ist sodann der Auffassung, dass der Dekretgeber den Umfang der in Artikel 23 der Verfassung gewährleisteten wirtschaftlichen und sozialen Rechte der Lehrkräfte eingeschränkt und gegen die durch denselben Artikel vorgeschriebene Stillhalteverpflichtung verstoßen habe.

B.7.2. Artikel 23 Absatz 1 der Verfassung bestimmt, dass jeder das Recht hat, ein menschenwürdiges Leben zu führen, und in Absatz 3 Nr. 1 sind unter den wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechten « das Recht auf Arbeit » und « das Recht auf gerechte

Arbeitsbedingungen » erwähnt. In diesen Bestimmungen ist nicht präzisiert, was diese Rechte beinhalten, die lediglich als Grundsatz festgehalten werden, wobei es dem jeweiligen Gesetzgeber obliegt, sie gemäß Artikel 23 Absatz 2 « unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen » zu gewährleisten.

Artikel 23 der Verfassung enthält eine Stillhalteverpflichtung, die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die anwendbaren Rechtsvorschriften gebotene Schutzmaß erheblich verringert, ohne dass es hierfür Gründe gibt, die mit dem Allgemeininteresse zusammenhängen.

B.7.3. In den angefochtenen Bestimmungen ist vorgesehen, dass die Mitglieder des Lehrpersonals, die ein Vollzeitamt innehaben, verpflichtet sind, pro Schuljahr 60 Stunden gemeinschaftliche Arbeit zu leisten. Aus den Vorarbeiten zum Dekret vom 14. März 2019, der Stellungnahme Nr. 3 der Zentralgruppe vom 7. März 2017 und dem Rundschreiben Nr. 7167 vom 3. Juni 2019 « zur Umsetzung des Dekrets vom 14. März 2019 » geht hervor, dass es jedem Organisationsträger obliegt, in seiner Arbeitsordnung die praktischen Modalitäten, wie diese Stunden der gemeinschaftlichen Arbeit zu leisten sind, vorzusehen. Zu diesem Zweck ist eine breite soziale Konzertierung vorgesehen und für das subventionierte Unterrichtswesen muss von den paritätischen Kommissionen und für das von der Französischen Gemeinschaft organisierte Unterrichtswesen muss vom Hohen Konzertierungsausschuss eine Rahmenarbeitsordnung angenommen werden. Diese praktische Umsetzung bedeutet, dass « der Ausbau der gemeinschaftlichen Arbeit, die im offiziellen Stundenumfang aller Lehrkräfte anerkannt wird, ohne Zunahme ihrer Arbeitsbelastung [erfolgt] » (Stellungnahme Nr. 3 der Zentralgruppe vom 7. März 2017, S. 18).

Unter Berücksichtigung dieser Präzisierungen kann aus den angefochtenen Bestimmungen nicht geschlossen werden, dass die gemeinschaftliche Arbeit über die aktuelle Arbeitsbelastung der Lehrkräfte hinaus geleistet werden müsste. Es obliegt nämlich den verschiedenen Organisationsträgern sicherzustellen, dass dies nicht der Fall ist, wenn sie das Dekret vom 14. März 2019 umsetzen.

B.7.4. Im Übrigen kann aus dem bloßen Umstand, dass die Arbeitsbelastung der Lehrkräfte über alle Netze hinweg bezüglich ihrer verschiedenen Bestandteile nie mit Sicherheit festgelegt wurde, nicht abgeleitet werden, dass durch das Dekret vom 14. März 2019 automatisch eine Erhöhung der Arbeitsbelastung vorgenommen würde.

Ausgehend von der Feststellung der uneinheitlichen Situation beim Inhalt der Arbeitsbelastungen der Lehrkräfte in der Praxis, die innerhalb derselben Unterrichtsanstalt variierten konnte, konnte der Dekretgeber vernünftigerweise den Standpunkt einnehmen, dass diese Situationen klarer zu gestalten sind, insbesondere mit dem Ziel einer weitergehenden Gleichstellung der Lehrkräfte.

B.8. In Anbetracht des in B.7.3 Erwähnten kann vernünftigerweise nicht davon ausgegangen werden, dass die angefochtenen Bestimmungen einen erheblichen Rückschritt des bestehenden Schutzmaßes bei den Arbeitsbedingungen und der gerechten Entlohnung zur Folge haben. Der Dekretgeber hat ausreichend Garantien, insbesondere der sozialen Konzertierung, vorgesehen, um die vorerwähnten Rechte zu wahren.

B.9. Darüber hinaus führt die klagende Partei kein Argument im Rahmen der geltend gemachten Bestimmungen des Rechts der Europäischen Union, des Internationalen Pakts über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte und des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte in Verbindung mit den vorerwähnten Artikeln der Verfassung an, das zu anderen Schlussfolgerungen führt.

B.10.1. Die klagende Partei ist schließlich der Auffassung, dass die neuen Stunden der gemeinschaftlichen Arbeit als geleistete Dienste anzusehen seien, die über die normalen beruflichen Tätigkeiten der Lehrkraft hinausgingen, die unbezahlt oder zumindest ohne Ausgleich seien, deren Nichterfüllung mit einer Disziplinarstrafe geahndet werden könne und die folglich Zwangsarbeit darstellten, die im Widerspruch zu Artikel 4 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention stehe.

B.10.2. Unter Berücksichtigung des in B.7.3 Erwähnten kann aus den angefochtenen Bestimmungen weder abgeleitet werden, dass die gemeinschaftliche Arbeit eine Zunahme der Arbeitsbelastung der Lehrkraft darstellt, noch dass sie ohne Entlohnung oder Ausgleich

geleistet wird. Die angefochtenen Bestimmungen stellen daher keine Arbeitsverpflichtung dar, die im Widerspruch zu den im Klagegrund geltend gemachten Bestimmungen steht.

B.11. Der einzige Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 4. März 2021.

Der Kanzler,

Der Präsident,

P.-Y. Dutilleux

F. Daoût